

IV. POLITIQUE COMMERCIALE – ANALYSE PAR SECTEUR

1) AGRICULTURE ET PÊCHE

i) Caractéristiques principales

1. La contribution de l'agriculture et de la pêche au PIB et à l'emploi du Koweït est très limitée (chapitre I 1) i)), principalement parce que les ressources en eau sont rares et les conditions climatiques défavorables. L'agriculture et les activités qui y sont liées sont néanmoins très importantes pour l'objectif de sécurité alimentaire que s'est fixé le Koweït (section ii) ci-dessous). Seul 11% du territoire (soit 200 000 hectares sur un total de 1,8 million) est considéré comme potentiellement cultivable et 107 000 hectares à peine sont adaptés pour le développement de l'irrigation. De plus, l'urbanisation a entraîné des pertes importantes de terres traditionnellement agricoles. La salinisation des sols, conséquence de la baisse de qualité des eaux souterraines utilisées pour l'irrigation, a contribué elle aussi à l'amenuisement général des surfaces cultivées. Le secteur agricole est aussi confronté à d'autres difficultés majeures, dont les problèmes de bail, la faible superficie des exploitations et les pénuries de main-d'œuvre qui restreignent l'investissement, les coûts de production élevés et la concurrence des produits d'importation.

2. En général, les exploitations traditionnelles sont fortement tributaires des aides publiques, tandis que les techniques de gestion et de production agricoles modernes sont principalement utilisées par de relativement grandes structures gérées par des sociétés privées ou publiques. Les méthodes d'exploitation modernes sont principalement utilisées pour l'élevage du bétail et de la volaille, ainsi que pour la production du fourrage, des aliments concentrés et du lait. Selon les estimations, 80% environ des cultures protégées se font dans des tunnels en plastique (40% réfrigérés et 60% non réfrigérés), tandis que les 20% restantes se font dans des serres munies d'un système de régulation interne des conditions ambiantes.

3. Les principaux légumes cultivés sont les aubergines, les tomates, les pommes de terre et les oignons, tandis que les cultures de plein champ et les cultures fourragères incluent le blé, l'orge, les tournesols et la luzerne. Au Koweït, le cheptel d'élevage comprend des bovins (18 000 têtes environ), des chameaux (38 000 têtes) et les ovins et caprins (900 000 têtes). Le Koweït reste fortement tributaire des importations pour répondre à sa demande intérieure de produits alimentaires, puisque quelque 98% des produits alimentaires consommés sont importés. Les cultures produites localement, y compris les légumes, satisfont moins de 20% de la consommation intérieure. Les taux d'autosuffisance sont les suivants: 5% pour la viande rouge; 23% pour le lait frais; 37% pour la viande de volailles; et 65% pour les œufs de consommation.¹ Le Koweït n'a pas d'excédent de production agricole.

4. D'après les tout derniers chiffres disponibles, le Koweït avait un déficit du commerce agricole de 3 115 millions de dollars EU en 2009, contre 2 479 millions de dollars EU en 2006. Les exportations de produits agricoles s'élevaient à 230,6 millions de dollars EU (0,4% des exportations totales de marchandises), alors que les importations de produits agricoles atteignaient 3 345,5 millions de dollars EU (16,5% des importations totales de marchandises). Le Koweït importe entre 1,5 et 2 millions d'animaux vivants d'Australie principalement. Les produits agricoles et de la pêche importés sont distribués par une autorité centrale par le biais d'enchères.

¹ Les taux d'autosuffisance relatifs aux produits alimentaires ont été communiqués par l'Office de l'agriculture et des ressources halieutiques (PAAF).

5. La pêche est un élément vital du patrimoine du Koweït et cette activité traditionnelle est pratiquée au large des 195 kilomètres du littoral koweïtien. Néanmoins, la production a baissé au fil des ans, principalement à cause de la surpêche. L'aquaculture est aussi un secteur en développement. La pêche est interdite dans la baie de Koweït et dans les trois milles marins immédiatement au large des côtes. Les importations de poissons du Koweït proviennent essentiellement d'Oman, d'Arabie saoudite et d'Iran.

ii) Évolution des politiques

6. L'Office de l'agriculture et des ressources halieutiques (PAAF), établi en vertu du Décret n° 94 de 1983 de l'Émir, est responsable de l'élaboration de la politique agricole. Il est également chargé du développement des ressources végétales, animales et halieutiques, y compris l'attribution des terres; des mesures SPS, y compris la délivrance de certificats pour l'importation et l'exportation de certains produits agricoles (chapitre III 1) vii) b)); et du soutien à la commercialisation. Une autre institution clé est la Fédération des agriculteurs koweïtiens (KFF), une organisation non gouvernementale qui gère les achats collectifs de semences, d'engrais, de serres, de pompes à eau, de tracteurs, de pesticides, de gouttes à gouttes, de filets anti-insectes et de connaissances techniques.

7. Le principal objectif de la politique agricole du Koweït est la sécurité alimentaire, qui doit être réalisée essentiellement au moyen de droits de douane relativement bas (3,2%²), de l'attribution de terres aux exploitations agricoles et d'investissements dans des exploitations à l'étranger. En juin 2011, le PAAF a attribué des terres à 60 exploitations dans la zone agricole d'Al-abdaly³, et d'autres attributions de terres devraient intervenir dans le courant de 2012. Le Koweït encourage également des sociétés à investir dans des projets d'exploitations agricoles à l'étranger. D'après les autorités, tout pays disposant de ressources disponibles et d'une réglementation favorable en matière d'investissements peut être contacté. Le PAAF a en outre approuvé plusieurs projets de construction/exploitation/transfert (CET) pour encourager la participation du secteur privé dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

8. Le Koweït entend améliorer ses taux d'autosuffisance pour les produits agricoles et halieutiques et diversifier sa base de production. Afin de réaliser ces objectifs, il autorise l'investissement étranger dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. En vertu de la Loi de 2010 sur la privatisation et de la Loi de 2001 sur l'investissement étranger, les étrangers sont autorisés à participer, sous la forme de coentreprises, à la culture et à la transformation de produits agricoles.⁴

9. Au Koweït, la majorité des terres appartiennent à l'État. Cependant, les sociétés locales et étrangères peuvent louer des terres pour les cultures et/ou l'élevage pour une période de 25 ans. Des contrats de location pour des périodes plus longues peuvent être obtenus sur demande, sous réserve de l'approbation du PAAF et du Département des biens d'État du Ministère des finances.⁵

10. Le Koweït applique depuis 2003 les Lois du CCG sur la quarantaine zoosanitaire et la quarantaine phytosanitaire. Les végétaux et animaux importés, exportés et produits dans le pays sont soumis à une inspection effectuée par l'Office de l'agriculture et des ressources halieutiques. Les importateurs de produits alimentaires et de biens périssables doivent présenter un certificat pour

² Moyenne simple des droits NPF appliqués aux produits des secteurs de l'agriculture, de la chasse, des forêts et de la pêche (division principale 1 de la révision 2 de la CITI).

³ La zone agricole d'Al-abdaly se situe dans le nord du Koweït et couvre quelque 147 000 m².

⁴ Un exemple de ces coentreprises est la société Kuwait Danish Dairy (KDD), qui transforme des produits laitiers et des fruits importés, qu'elle vend sur le marché intérieur et exporte vers d'autres pays du CCG.

⁵ Les personnes physiques ne sont pas autorisées à louer des terres à des fins agricoles.

garantir que les importations de ces marchandises sont sans danger pour la consommation humaine et conformes à la loi islamique (chapitre III 1) vii) b)).

11. Le Koweït a signé des arrangements bilatéraux de coopération et de développement dans le secteur agricole avec l'Égypte (2001), l'Iran (2007), la Jordanie (2004), le Maroc (2006) et la Syrie (2003). Les arrangements portent entre autres sur les domaines suivants: la lutte contre les maladies; l'échange de semences et de jeunes plants; l'échange de viandes; l'échange de renseignements; la coopération technologique; la préservation des ressources halieutiques; et la promotion de l'investissement privé.

12. Le Koweït a notifié à l'OMC qu'il n'accorde aucune subvention à l'exportation pour les produits agricoles (chapitre III 2) iii)).⁶

13. Dans le cadre du Cycle d'Uruguay, le Koweït n'a pas pris d'engagements de réduction concernant le soutien interne. D'après les autorités, le soutien financier accordé aux producteurs agricoles, tel que mesuré par la mesure globale de soutien interne (MGS), était en deçà du niveau *de minimis* de 10% pour lequel aucun engagement de réduction n'était requis.

14. Aucune préoccupation n'a été soulevée au Comité de l'agriculture de l'OMC au sujet des politiques agricoles du Koweït.

15. Certains des principaux objectifs du PAAF concernant la pêche sont: de protéger et contrôler les activités de pêche, notamment pour certaines espèces (les crevettes, par exemple) en raison de la forte demande; de préserver l'environnement et la biodiversité marines; de maintenir les prises de poissons à des niveaux suffisants pour soutenir la biomasse féconde; d'assurer le développement durable des ressources halieutiques; de promouvoir l'expansion de l'investissement dans l'aquaculture; d'établir une infrastructure principalement pour les alevinières marines et les programmes d'amélioration des stocks.

16. La Kuwaiti United Fish Company et la National Fish Company sont autorisées à exporter 35% de leur production totale de crevettes congelées. Les sociétés et les établissements au bénéfice d'une licence les autorisant à pratiquer l'aquaculture peuvent exporter au plus 50% de leur production annuelle totale. Les exportations de poissons et de crustacés pêchés dans les eaux koweïtiennes sont interdites. La réexportation de produits halieutiques est possible sur autorisation du PAAF.

17. Si la majorité des lignes tarifaires concernant les produits agricoles sont frappées de taux *ad valorem*, les droits appliqués à 19 produits du tabac et liés au tabac sont des droits mixtes et il y a 50 produits "spéciaux" (chapitre III 1) ii) a)). De plus, les boissons alcooliques, la viande de porc et les produits à base de viande de porc sont interdits pour des raisons religieuses. La moyenne simple des taux NPF appliqués aux produits de l'agriculture, de la chasse, des forêts et de la pêche (3,2 %) est 1,6 point de pourcentage inférieure à celle des produits manufacturés (tableau III.2). Les importations de certaines matières premières agricoles et de la plupart des produits alimentaires de base (comme le lait frais et la viande) sont admises en franchise de droits. Les produits du tabac sont assujettis au taux le plus élevé, à savoir 100%.

18. Le Koweït a consolidé ses lignes tarifaires visant les produits agricoles (définition OMC) à 100%. Les autorités ont déclaré dans le contexte du présent examen que les droits appliqués sont toujours maintenus en dessous des niveaux consolidés.

⁶ Documents de l'OMC G/AG/N/KWT/1 du 28 juillet 2010 et G/AG/N/KWT/2 du 21 mars 2011.

19. Le Koweït n'applique pas de contingents tarifaires aux produits agricoles.

20. Les principales mesures de soutien interne accordées par le PAAF incluent: des subventions à la production pour les producteurs agricoles; des subventions pour les aliments pour animaux et des services vétérinaires gratuits pour les éleveurs; un soutien en espèces aux propriétaires de navires de pêche opérationnels et d'exploitations piscicoles; et la fourniture gratuite de fourrage pour les exploitations piscicoles.

21. D'après les tout derniers chiffres disponibles⁷, en 2008/09, le Koweït a dépensé 43,9 millions de dinars koweïtiens en subventions agricoles pour: fourrages (73%), productions végétales (15%), lait (7%), palmiers (4%), pêche (1%)⁸ et autres (1%). De plus, un montant de 1,6 million de KD a été accordé à titre de soutien agricole indirect pour: médicaments (41%), pesticides (29%), location de machines et d'équipement (12%), lutte contre la tuberculose bovine (10%) et recensement et vaccination (8%).

2) ÉNERGIE

i) Pétrole

22. Le sous-secteur du pétrole domine l'économie koweïtienne, puisqu'il représente presque la moitié du PIB, 95% des recettes d'exportation et 84% des recettes publiques (chapitre I 1)).⁹ En 2010, le Koweït était le neuvième producteur mondial de pétrole et le quatrième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les réserves prouvées de pétrole brut du Koweït sont estimées à 101,5 milliards de barils, soit près de 8% des réserves mondiales.¹⁰ En 2010, l'OPEP a alloué au Koweït un contingent de production de pétrole de quelque 2,3 millions de barils par jour.

23. La majorité des réserves de pétrole koweïtiennes sont situées au sud de Koweït dans la région du Grand Burgan (gisements continentaux de Burgan, Magwa et Ahmadi).¹¹ Les autres gisements majeurs incluent Magwa Sud, Raudhatain, Umm Gudair, Minagish et Abdaliya. De plus, le Koweït partage avec l'Arabie saoudite la moitié du pétrole trouvé dans la Zone neutre partagée (zone divisée et zone neutre).¹² Le Koweït compte plus de 12 champs pétrolifères exploités répartis sur l'ensemble de son territoire.

24. En 2010, la production de pétrole brut du Koweït a augmenté de 2,3% pour atteindre 2,312 millions de barils par jour, contre 2,261 millions de barils par jour en 2009. Le Koweït a exporté 1,430 millions de barils par jour de pétrole brut en 2010, ce qui représentait 61,8% environ de

⁷ Renseignements communiqués par le PAAF.

⁸ Des subventions à la pêche sont accordées pour les navires et bateaux en fonction de leur spécification et pour l'aquaculture sous la forme de fourrage.

⁹ Le Koweït est le membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG) le plus fortement tributaire du pétrole. (Oxford Business Group, 2011)

¹⁰ OPEP (2011).

¹¹ La région du Grand Burgan est le deuxième champ pétrolifère au monde après celui de Ghawar en Arabie saoudite et produit généralement des bruts plus légers.

¹² La Zone neutre partagée ("Partitioned Neutral Zone") (PNZ) a été établie en 1922 pour régler un différend territorial opposant le Koweït et l'Arabie saoudite. Un Comité des opérations conjointes, constitué de représentants du Koweït et de l'Arabie saoudite, gère les ressources de la PNZ. Le Koweït est représenté par le Wafra Joint Operations Group, et l'Arabie saoudite par Chevron. La capacité de production pétrolière de la PNZ est actuellement de 600 000 barils par jour, qui sont répartis de manière égale entre l'Arabie saoudite et le Koweït.

la production totale de pétrole brut. La production de produits pétroliers raffinés représentait 979 400 barils par jour en 2010¹³, dont 260 400 destinés à la consommation intérieure (26,5%) et 631 600 à l'exportation (64,4%).

25. Le Conseil suprême du pétrole (SPC) est l'organisme faîtière chargé de superviser l'ensemble du secteur pétrolier et gazier au Koweït.¹⁴ Le Conseil établit la politique générale pour le secteur dans le cadre du plan national de développement économique et social; il est présidé par le Premier Ministre et se réunit au moins quatre fois par an. Le Ministère du pétrole est le principal organisme de réglementation du secteur pétrolier et gazier et exerce des pouvoirs en matière d'élaboration de politiques en collaboration avec le SPC. Le Ministre du pétrole supervise la Kuwait Petroleum Corporation (KPC), préside son conseil d'administration et est membre du Conseil suprême du pétrole.

26. La KPC, établie en 1980, est la principale entité opérationnelle responsable des intérêts du Koweït en matière d'hydrocarbures partout dans le monde. Il s'agit d'une société holding d'État regroupant dix filiales spécialisées au Koweït et dans le monde, qui s'occupent de tous les aspects de l'industrie des hydrocarbures (tableau IV.1). Bien qu'elle appartienne à l'État, la KPC est gérée par une équipe de gestion indépendante et un conseil d'administration.

Tableau IV.1
Filiales de la Kuwait Petroleum Corporation (KPC)

Nom	Activités principales
Kuwait Oil Company (KOC)	Activités en amont pour la prospection et l'extraction de pétrole
Kuwait National Petroleum Company (KNPC)	Activités en aval pour le raffinage et la distribution (locale)
Kuwait Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC)	Activités de prospection et d'extraction en amont à l'étranger
Kuwait Petroleum International (KPI)	Activités en aval à l'étranger
Société des industries pétrochimiques (PIC)	Industrie pétrochimique
Kuwait Oil Tanker Company (KOTC)	Transport maritime d'hydrocarbures
Kuwait Aviation Fuelling Company (KAFCO)	Services de ravitaillement en carburant
Kuwait Gulf Oil Company (KGOC)	Gestion de la part des ressources naturelles détenue par le Koweït dans la Zone neutre partagée avec l'Arabie saoudite
Société de développement pétrolier (ODC)	Gestion du "Projet Koweït"
Société de services pour le secteur pétrolier (OSSC)	Fournisseur de services partagés pour le secteur pétrolier

Source: Site Web de la Kuwait Petroleum Corporation: <http://www.kpc.com.kw>.

27. La KPC et ses filiales jouissent de certains droits et privilèges exclusifs dans le sous-secteur pétrolier et gazier. Par exemple, les activités pétrolières d'aval (à savoir la transformation du pétrole brut en carburant) sont contrôlées et détenues en totalité par la KNPC, tandis que la prospection et la production de gaz naturel relèvent exclusivement de la KOC.

28. En vertu de la Constitution koweïtienne, toutes les ressources naturelles, y compris le pétrole, sont la propriété de l'État qui détient seul le droit d'exploiter, d'utiliser et de préserver ces ressources (article 21). Le droit d'accorder des concessions et/ou des monopoles pour l'exploitation des ressources naturelles du Koweït, y compris le pétrole, ne peut être créé qu'en vertu d'une loi et pour une durée limitée (articles 152 et 153). D'après la Loi n° 8 de 2001 sur l'investissement étranger, un

¹³ Produits obtenus de la transformation du pétrole brut, huiles non finies, Condensats de gaz naturel et autres mélanges d'hydrocarbures.

¹⁴ Le Conseil des ministres (Cabinet) est considéré comme l'organe décisionnel suprême pour les investissements et les mégaprojets d'au moins 1 milliard de dollars EU dans le secteur pétrolier et gazier.

investisseur étranger peut exercer des activités économiques uniquement dans les branches de production autres que la prospection et la production de pétrole et de gaz (chapitre II 3) i)).

29. La KPC a élaboré une stratégie à long terme dont les objectifs sont les suivants: i) faire passer la production de pétrole brut du pays, principalement de pétrole lourd, de son volume actuel de 2,3 millions de barils par jour à 4 millions de barils par jour d'ici 2020¹⁵; ii) améliorer les pratiques en matière de gestion de réservoirs; iii) développer les champs complexes sur le plan technique d'une manière rentable; iv) maximiser le transfert de technologies modernes dans le domaine de l'extraction pétrolière; et v) créer des possibilités de développement d'emplois et de formations pour les Koweïtiens. La KPC prévoit d'augmenter la production de pétrole en renforçant le potentiel des réservoirs existants et en ajoutant la production des nouveaux gisements. Pour financer le plan de la KPC, l'Assemblée nationale du Koweït a approuvé, en février 2010, un budget d'un montant de 35 milliards de dinars koweïtiens jusqu'en 2013/14, dans lequel la part du secteur pétrolier et gazier représente 84% environ.

30. Sous l'égide de la KPC, les responsabilités de la Kuwait Oil Company (KOC) sont la prospection, le forage et la production de pétrole et de gaz sur le territoire du Koweït. La KOC est également impliquée dans le stockage du pétrole brut et la livraison aux navires pétroliers en vue de l'exportation. La KOC se concentre davantage sur le développement des gisements plus complexes dans le nord et l'ouest du pays afin de préserver les réserves de pétrole des gisements exploités depuis un certain temps déjà dans la région du Grand Burgan.

31. En partenariat avec des compagnies pétrolières internationales, le "Projet Koweït" a été mis en place au début des années 1990 sous les auspices de la Société de développement pétrolier afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de la KPC. Ce partenariat entre le Koweït et les compagnies pétrolières internationales a trouvé corps dans un accord de service d'exportation. En vertu de cet accord et conformément à la Constitution koweïtienne, le Koweït conserve la pleine propriété de la production et des réserves pétrolières et des recettes tirées du pétrole, ainsi que la gestion stratégique des opérations. L'Accord de service d'exportation n'implique ni un partage de la production, ni des concessions, ni la "réservation" des réserves par les compagnies pétrolières internationales. Cependant, ces dernières ont le contrôle de la gestion opérationnelle; interviennent en tant que contractants ou fournisseurs de services et emploient un quota fixe de 30% de main-d'œuvre koweïtienne. De plus, les compagnies pétrolières internationales supportent 100% des coûts de capital et de fonctionnement et reçoivent en retour une taxe par baril, à laquelle s'ajoutent des indemnités pour le recouvrement du capital et des bonifications pour l'augmentation des réserves.

32. À ce jour et dans le sous-secteur des activités pétrolières en amont, la KOC est parvenue à signer en 2007 seulement un mémorandum d'accord avec Exxon-Mobil pour produire du pétrole brut lourd. Cependant, un accord de service d'exportation a récemment été signé avec Royal Dutch Shell pour le développement du gaz naturel.

33. Le pétrole brut du Koweït a été exporté majoritairement (83,3% environ) vers l'Asie, suivie par l'Amérique du Nord (8,9%) et l'Europe (4,3%) (tableau IV.2). L'essentiel du pétrole brut est vendu par le biais de contrats à terme, le prix étant lié au prix de référence du brut en vigueur sur chacun des marchés asiatiques, européens et des États-Unis.

¹⁵ Les niveaux de production pétrolière devraient augmenter rapidement durant les cinq prochaines années (2010-2015), d'après la société d'investissement koweïtienne Global Investment House.

Tableau IV.2
Exportations de pétrole brut et de produits raffinés^a, par région, 2009-2010
 (en millions de barils)

Destination des exportations	2009		2010		Part en % en 2010	
	Pétrole brut	Produits raffinés	Pétrole brut	Produits raffinés	Pétrole brut	Produits raffinés
Afrique	40	..	42	..	2,90	..
Asie et Pacifique	1 162	620	1 199	582	83,80	92,0
Europe	51	52	62	49	4,30	7,75
Moyen-Orient	..	..	..	..	..	..
Amérique du Nord	95	1	127	1	8,90	0,16
Amérique latine	..	..	..	..	..	..
Total	1 348	673,5	1 430	632	100	100

.. Données non disponibles.

a Y compris le pétrole liquéfié et le gaz naturel.

Source: OPEP (2010 et 2011), *Statistical Bulletin 2009*. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2009.pdf; et OPEP (2011), *Annual Statistical Bulletin, édition 2010/2011*. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2010_2011.pdf.

34. Le principal port koweïtien pour les exportations de pétrole brut est Mina al-Ahmadi. Les autres terminaux d'exportation du pétrole opérationnels sont Mina Abdullah, Shuaiba et Mina Al Zour. Un nouveau terminal est prévu sur l'île de Bubiyan pour gérer l'augmentation de la production de pétrole brut générée par les gisements du nord du pays.

35. Outre la production pétrolière locale, le Koweït est impliqué dans la prospection, le développement et la production de pétrole brut et de gaz naturel dans 15 pays en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, par l'intermédiaire de la Foreign Petroleum Exploration Company (KUFPEC). Filiale de la KPC, la KUFPEC est une compagnie pétrolière internationale qui participe à des coentreprises avec d'autres sociétés dans la prospection et la production de pétrole et de gaz, à la fois comme exploitant et comme partenaire. En 2009, le revenu d'exploitation total de la KUFPEC se montait à 820,9 millions de dollars EU, le pétrole et les condensats en représentant 47,7% et le gaz 52,3%. Le total des investissements s'élevait à 760 millions de dollars EU en 2010. D'après les autorités, la KUFPEC vise à produire quelque 100 000 barils par jour (équivalent pétrole) de pétrole brut d'ici 2015.

36. Les achats réalisés par les compagnies pétrolières sont généralement exclus de la Loi sur les appels d'offres et des contrôles réglementaires du Comité central des appels d'offres (CTC). Cependant, pour les trois compagnies pétrolières KOC, KNPC et KOTC et la Société des industries pétrochimiques (PIC), les achats dont le montant est d'au moins 5 millions de dinars koweïtiens ou dans lesquels il y a une variation de la valeur du contrat de plus de 10% doivent être gérés par le CTC conformément aux dispositions de la Loi sur les appels d'offres.

a) Activités pétrolières en aval

37. Les activités pétrolières en aval (à savoir la transformation du pétrole brut en carburant) sont contrôlées et détenues en totalité par la Kuwait National Petroleum Company (KNPC), une filiale de la KPC. La KNPC est responsable des activités de raffinage et entend devenir le meilleur raffineur de la région du Golfe. La capacité de raffinage du Koweït est d'environ 936 000 barils par jour (b/j). Le pays compte trois raffineries: Mina al-Ahmadi, la plus grande, a une capacité de 466 000 b/j, suivie par Mina Abdullah (270 000 b/j) et Shuaiba (200 000 b/j). Une nouvelle raffinerie, qui devrait coûter

quelque 15 milliards de dollars EU, sera capable de transformer le pétrole extra-lourd, avec une capacité de raffinage de 600 000 b/j.

38. La production koweïtienne de produits raffinés est passée de 892 700 b/j en 2009 à 979 000 b/j en 2010. Le Koweït exporte la majorité de ses produits pétroliers raffinés: 92% environ à destination de l'Asie en 2010, suivie par l'Europe (7,75%) et l'Amérique du Nord (0,16%) (tableau IV.2).

39. Les produits pétroliers sont acheminés par des oléoducs des raffineries vers deux dépôts de stockage principaux (Sabhan et Al-Ahmadi). Ils parviennent aux consommateurs koweïtiens par l'intermédiaire des 99 stations de remplissage réparties dans tout le pays. Les installations de distribution et de stockage sont entièrement contrôlées et détenues par la KNPC. Certaines stations-services ont été privatisées.

40. Depuis 1999, le carburant utilisé au Koweït est l'essence sans plomb. Le tableau IV.3 donne les prix réglementés des produits pétroliers et gaziers raffinés.

Tableau IV.3
Prix réglementés des produits pétroliers et gaziers raffinés, 2011

N°	Article	Prix réglementé actuel	Classification SH
1.	Essence	114 fils/litre	27101121
2.	Diesel	87,5 fils/litre	27101130-3
3.	Kérosène	87,5 fils/litre	27101129
4.	Mazout	..	27101140

.. Non disponible.

Taux de change: 1 \$EU = 0,275 dinar koweïtien (KD); 1 KD = 1 000 fils.

Source: OPEP (2011), *Annual Statistical Bulletin*, édition 2010/2011. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2010_2011.pdf.

41. La société Kuwait Petroleum International (KPI), connue sous le nom de Q8, gère les activités de raffinage et de commercialisation de la KPC sur le marché international, au moyen de quelque 4 000 stations de vente au détail réparties dans six pays européens.¹⁶ La KPI est un des dix plus importants conglomérats du secteur de l'énergie et possède une raffinerie d'une capacité de 80 000 b/j aux Pays-Bas; elle a également un accord de coentreprise à parts égales avec AGIP dans sa raffinerie italienne d'une capacité de 240 000 b/j. D'après les autorités, en mars 2011, un nouvel accord de coentreprise à parts égales entre la KPI et China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec) a été approuvé en vue de construire une raffinerie et un complexe pétrochimique dans le sud de la Chine. L'usine devrait être opérationnelle en 2014/15 et traitera du pétrole brut 100% koweïtien, avec une capacité de 300 000 b/j. La construction d'une autre raffinerie a été commandée par la KPI au Viet Nam pour 2014/15, d'une capacité de 200 000 b/j.

42. Le Koweït n'a pas consolidé le pétrole brut ni aucun de ses produits pétroliers dans sa Liste de concessions résultant du Cycle d'Uruguay. Les droits NPF appliqués par le CCG aux produits pétroliers tels que le pétrole brut, les huiles de pétrole raffinées, le coke de pétrole et la vaseline sont de 5%.

¹⁶ Italie, Danemark, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et Suède.

ii) Gaz naturel

43. Le Koweït se place au 18^{ème} rang en ce qui concerne les réserves mondiales de gaz naturel. En janvier 2010, les réserves estimées de gaz naturel du pays s'élevaient à presque 1 784 milliards de mètres cubes, soit 1% environ du total mondial. Le Koweït produit principalement du gaz naturel sec, environ 11,9 milliards de mètres cubes en 2010. D'après l'OPEP, le volume du gaz qui est brûlé ne représente que 1,8% environ du total produit (tableau IV.4).

Tableau IV.4
Production et utilisation du gaz, 2005-2010
(en millions de mètres cubes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Production brute	13 300	13 670	13 310	13 870	11 689	11 950
Production commercialisée	12 300	12 410	12 060	12 700	11 489	11 733
Gaz brûlé	1	260	250	200	200	217
Réinjection	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Pertes	1 000	1 000	1 000	970	s.o.	s.o.

s.o. Sans objet.

Note: La production commercialisée correspond à la production brute moins les volumes de gaz brûlé ou réinjectés dans les gisements, moins les pertes.

Source: OPEP (2011), *Annual Statistical Bulletin, édition 2010/2011*. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2010_2011.pdf.

44. Au Koweït, le gaz naturel est majoritairement du gaz associé (c'est-à-dire du gaz découvert et produit en même temps que du pétrole brut). En 2006, du gaz non associé a été découvert pour la première fois dans les réserves profondes datant du Jurassique dans les gisements du nord de Sabriya, Rahiya, Mutriba et Um Niga.

45. Le gaz naturel est une ressource à usages multiples au Koweït: s'il est principalement utilisé pour la production d'électricité pour les ménages, il est également utilisé pour le dessalement de l'eau, comme matière première pour l'industrie pétrochimique et pour libérer davantage de pétrole brut destiné à l'exportation. Étant donné que les niveaux actuels de la production de gaz naturel ne suffisent pas à répondre aux besoins de la consommation intérieure, en particulier compte tenu de la pénurie d'électricité toujours plus importante durant les mois d'été, les autorités compensent ce manque grâce aux importations.

46. Le Koweït a importé environ 25 trillions de BTU (soit 70 millions de mètres cubes) de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2009. Il a reconnu l'importance du GNL pour pallier la pénurie de gaz que connaît le pays, notamment durant l'été, d'un point de vue économique et environnemental. Il a conclu un contrat à long terme pour des importations de GNL jusqu'en 2013.

47. La prospection et la production de gaz naturel au Koweït sont de la responsabilité de la KOC et les questions liées à la politique dans ce domaine incombent à la KPC. La KOC est chargée de la prospection et de la production de gaz naturel dans la Zone neutre partagée et dans le cadre des activités à l'étranger. Afin de rendre le pays moins tributaire des importations de gaz et lui permettre de devenir autosuffisant, les autorités visent à faire passer la production à un volume estimé à 19,3 milliards de mètres cubes d'ici 2014 en optimisant la prospection, le développement et la

production du gaz non associé et en adoptant une politique de brûlage atmosphérique en torchère nul pour les activités onshore et offshore, l'objectif étant de réduire le pourcentage de gaz brûlé à 1%.¹⁷

48. En février 2010, un Accord renforcé sur les services techniques (ARST) de cinq ans a été signé entre la KOC et Shell Kuwait Exploration and Development B.V., une filiale de la société Royal Dutch Shell.¹⁸ Shell entend jouer un rôle technique et de conseil dans le développement du gaz non associé dans les gisements complexes du nord des réserves de Marrat et de Najma Sargelu.

49. Le port gazier de Mina al-Ahmadi est le principal port pour la regazéification et le premier terminal de regazéification du Golfe persique. La capacité de Mina al-Ahmadi est de quelque 10 300 tonnes de GNL par jour.

iii) Pétrochimie

50. Le Koweït participe activement à l'industrie pétrochimique. La construction du premier complexe d'engrais chimiques du Koweït et de la région, qui produit de l'ammoniac, de l'urée, du sulfate d'ammonium et de l'acide sulfurique, a été achevée en 1966 dans la zone industrielle de Shuaiba.

51. Les principaux produits pétrochimiques incluent les engrais, les oléfines et les hydrocarbures aromatiques. En 2010, la capacité de production totale du Koweït était de 7 090 millions de tonnes (tableau IV.5); les ventes d'engrais ont totalisé 347 millions de dollars EU, soit une augmentation de 65% par rapport à 2009. Le Koweït exporte ses produits pétrochimiques dans le monde entier.

Tableau IV.5
Capacité de production de produits pétrochimiques du Koweït, 2010
(en millions de tonnes)

Produit		2010
Engrais	Urée	1 050
	Ammoniac	660
Oléfines	Éthylène	1 650
	Polyéthylène	900
	Éthylène glycol	1 000
	Polypropylène	150
Hydrocarbures aromatiques	Paraxylène	830
	Benzène	400
	Styrène (monomère)	450
Total		7 090

Source: Autorités koweïtiennes.

52. D'après les autorités, les producteurs d'engrais peuvent tirer profit d'un prix réglementé du gaz naturel, qui est disponible pour tous les utilisateurs au Koweït. L'approvisionnement en matières de base d'autres industries pétrochimiques est lié aux cours mondiaux du pétrole brut.

¹⁷ La KPC a élaboré des politiques respectueuses de l'environnement telles que la stratégie de gestion des gaz à effet de serre et la possibilité d'avoir recours à des mécanismes internationaux de financement carbone, comme le mécanisme de développement propre (MDP).

¹⁸ Shell est un des partenaires du projet GNL Qatargas aux côtés de la société d'État Qatar Petroleum.

53. La Société des industries pétrochimiques (PIC), une filiale de la KPC et un conglomérat pétrochimique, est chargée de l'industrie pétrochimique au Koweït. La PIC a des accords de coentreprises avec plusieurs sociétés nationales et étrangères pour la production de divers produits pétrochimiques (tableau IV.6). La PIC possède en outre deux usines d'engrais pour la production d'ammoniac et d'urée, ainsi qu'une usine de production de polypropylène.

Tableau IV.6
Sociétés pétrochimiques du Koweït, 2011

Coentreprises	Structure de la participation au capital	Activités/responsabilités
Equate Petrochemical Company	PIC (42,5%); DOW Chemical Company (société des États-Unis) (42,5%); Boubyan Petrochemical Company (9%); Al-Qurain Petrochemical Industries Company (6%)	Produit du polyéthylène et de l'éthylène glycol Exploite l'usine de polypropylène de la PIC Exploite deux usines de la TKOC pour la fabrication d'éthylène et d'éthylène glycol Exploite l'usine de styrène de la TKSC Exploite les usines de paraxylène et de benzène de la TKAC et ses tours de refroidissement à eau de mer
Kuwait Olefins Company (TKOC)	PIC (42,5%); DOW Chemical Company (42,5%); Boubyan Petrochemical Company (9%); Al-Qurain Petrochemical Industries Company (6%)	Possède le complexe Olefins II Produit de l'éthylène glycol
Kuwait Aromatics Company (TKAC)	PIC (40%); KNPC (40%); Al-Qurain Petrochemical Industries Company (20%)	Possède la Kuwait Paraxylene Production Company (KPPC) Produit du paraxylène et du benzène
Kuwait Styrene Company (TKSC)	TKAC (57,5%) et DOW Chemical Company (42,5%)	Produit du styrène monomère ^a Obtient les matières de base pour la production de benzène auprès de la TKAC et pour l'éthylène auprès de la TKOC
Al-Qurain Petrochemical Industries Company (QPIC)	PIC (10%)	
Société des industries pétrochimiques du Golfe (GPIC)	PIC (33%); gouvernement du Bahreïn (33%); SABIC (société d'Arabie saoudite) (33%)	Produit de l'ammonium, de l'urée et du méthanol
MEGlobal	PIC (50%); DOW Chemical Company (50%)	Possède des usines au Canada pour la production de monoéthylène glycol et de diéthylène glycol A son siège au Canada
MEGlobal BV	PIC (50%); DOW Chemical Company (50%)	Commercialise l'éthylène glycol produit par ses partenaires et la production de la société MEGlobal BV A son siège à Dubaï
PIC – Société Canada	PIC (100%)	Gère les investissements de la PIC dans la société MEGlobal A son siège au Canada
Equipolymers Company	PIC (50%); DOW Chemical Company (50%)	Fabrique de l'ATP ^a et du PET et commercialise du PET Deux usines de PET en Allemagne

a L'ATP est la matière de base utilisée dans la production du PET, qui est utilisé pour fabriquer des bouteilles et des contenants pour des boissons non alcoolisées, des denrées alimentaires et d'autres liquides.

54. Le Koweït entend devenir un acteur mondial dans le secteur de la pétrochimie et attirer des investissements, en Asie tout particulièrement. En mars 2011, un nouvel accord de coentreprise à parts égales entre la KPI et la China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec) a été approuvé en vue de la construction d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique dans le sud de la Chine, d'une valeur de quelque 8,7 milliards de dollars EU. Une usine d'éthylène, qui devrait entrer en activité en 2014/2015, aura une capacité de production annuelle de 1 million de tonnes. De plus, un nouveau projet concernant les oléfines, le projet Olefins III, est en cours, qui comprendra une installation de craquage de l'éthylène d'envergure mondiale ayant une capacité de 1,4 million de tonnes par an et des usines de dérivés pour la production de polyéthylène, d'éthylène, de glycol, de polypropylène et d'autres produits spécialisés. L'étude de faisabilité du projet est en cours d'élaboration et le projet devrait être opérationnel en 2017.

55. La PIC envisage des moyens d'intégrer ses activités de raffinage et de pétrochimie avec celles de la Kuwait National Petroleum Company (KNPC), en vue d'optimiser l'utilisation des ressources en hydrocarbures au Koweït.

iv) Électricité et eau

56. Le Koweït est un gros consommateur d'électricité; la consommation par habitant est considérée comme élevée même en comparaison régionale. En 2009, les Koweïtiens ont consommé 47 046 GWh environ d'électricité. La forte croissance démographique et la solide expansion économique, alliées à une consommation d'électricité élevée durant les chauds mois d'été et au dessalement de l'eau, ont contribué à cette hausse. D'après les autorités, 70% de l'électricité consommée l'est par les installations de climatisation.

57. Au Koweït, l'électricité est fortement subventionnée par le gouvernement. Le Ministère de l'électricité et de l'eau est responsable de l'élaboration de la politique générale relative aux secteurs de l'électricité et de l'eau, ainsi que de l'exploitation, de la distribution et de la transmission de l'électricité et de l'eau dans le pays. Les politiques élaborées par le Ministère doivent en outre être approuvées par le Conseil des ministres.

58. Le Ministère de l'électricité et de l'eau possède et exploite six centrales électriques dont la capacité de production totale était de 13 000 mégawatts (MW) en 2011. Des renforts de capacités considérables sont nécessaires pour répondre à la demande. Afin d'augmenter la capacité en électricité, le Ministère a octroyé, en septembre 2009, un contrat de construction, exploitation et transfert (CET) pour une centrale de 2 000 MW à Al Subiya, la plus importante centrale électrique du pays. La première étape de la centrale, d'une capacité de 1 382 MW, devait être opérationnelle à temps pour répondre à la hausse de consommation d'électricité de l'été 2011; elle a permis d'augmenter la capacité de 10%.

59. En mai 2010, la Loi n° 39 de 2010 a été promulguée afin de réglementer les secteurs de l'électricité et de l'eau. En vertu de la loi, l'investissement étranger sera autorisé pour la première fois au moyen de partenariats public-privé dans le cadre desquels des projets indépendants concernant l'eau et l'électricité seront mis en place, qui remplaceront les contrats CET. Dans le cadre de ces projets, des sociétés privées produiront de l'électricité et de l'eau et vendront ces ressources au Ministère de l'électricité et de l'eau, qui les revendra ensuite aux consommateurs. Les investisseurs étrangers peuvent détenir jusqu'à 26% du projet, le gouvernement koweïtien 24% et le public 50% par le biais d'offres publiques initiales (OPI).

60. Le premier de ces projets indépendants au Koweït est en place actuellement. Le Ministère de l'électricité et de l'eau a engagé une équipe de conseillers internationaux chargés d'établir le mandat qui sera confié aux promoteurs intéressés, ainsi que les demandes de présélection pour le projet. Celui-ci sera situé à Al Zour et aura la capacité de produire 1 500 MW d'électricité et 100 millions de gallons par jour d'eau dessalée. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'achever ce projet indépendant d'ici mi-2012.

61. Le Koweït n'a pas de ressources naturelles d'eau douce. Ces dernières années, le gouvernement a pris des mesures pour construire des usines de dessalement de l'eau afin de tirer avantage de l'eau de mer disponible et de la transformer en eau potable. Le Koweït compte cinq usines de dessalement de l'eau, qui produisent quelque 420 millions de gallons d'eau potable par jour.

3) SERVICES

i) Aperçu

62. Les services constituent le plus important secteur non pétrolier de l'économie koweïtienne et représentaient 48% environ du PIB en 2010 et plus de 42% de l'emploi total. La plupart des activités de services sont essentiellement sous le contrôle du gouvernement par l'intermédiaire d'entreprises d'État, avec des monopoles d'État dans certains secteurs tels que les services de téléphonie fixe et les services postaux. Conformément à l'intention du gouvernement exprimée dans l'actuel Plan de développement à moyen terme visant à renforcer le rôle du secteur privé dans l'économie, une plus grande participation du secteur privé dans plusieurs secteurs ou sous-secteurs de services est envisagée et des efforts sont déployés pour améliorer le contexte législatif et l'infrastructure physique afin de faciliter la réalisation de cet objectif (chapitre II 3)). Le Koweït a ouvert à l'investissement étranger certains sous-secteurs de services, y compris les services financiers, le transport aérien, les services de téléphonie mobile et les services professionnels.

63. En vertu de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), le Koweït a pris des engagements spécifiques dans huit secteurs de services: les services fournis aux entreprises, les services de construction et d'ingénierie connexes, les services de distribution, les services concernant l'environnement, les services financiers, les services de santé et services sociaux connexes, les services relatifs au tourisme, et les services récréatifs, culturels et sportifs. Au sein de ces huit secteurs, le Koweït a pris des engagements dans 61 des 151 sous-secteurs (tableau AIV.2). Ces engagements sont assortis de certaines limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national. Le Koweït n'a pas pris d'engagements concernant les services de télécommunication, les services d'éducation ou les services de transport. Il maintient des exemptions NPF au titre de l'article II de l'AGCS pour le transport aérien et la promotion et la protection des investissements.

64. Conformément aux engagements horizontaux pris par le Koweït, les services nationaux ou d'origine nationale devraient avoir la priorité dans les marchés publics passés par le gouvernement; tous les fournisseurs étrangers doivent se conformer au programme de compensation des échanges. À l'exception des banques, des institutions financières et des compagnies d'assurance, toute présence commerciale étrangère devrait être établie soit par l'intermédiaire d'un agent koweïtien, soit au moyen d'un partenariat avec une société koweïtienne (dans laquelle la part totale de la participation étrangère au capital ne devrait pas dépasser 49%). Toute présence commerciale étrangère doit contribuer d'une manière ou d'une autre à l'intérêt économique du pays, par exemple au transfert de technologie, et les ressortissants koweïtiens doivent représenter au moins une partie de ses effectifs, par exemple 60% des employés dans le cas d'une compagnie d'assurance ou d'une banque. S'agissant de la présence de personnes physiques, les engagements du Koweït portent sur l'entrée et le séjour temporaire des

personnes physiques qui sont des cadres, des spécialistes ou des techniciens qualifiés. Les ressortissants étrangers ne sont pas autorisés à travailler comme indépendants.

ii) Services financiers

a) Aperçu

65. Les services financiers génèrent plus de 14% du PIB et emploient moins de 5% de la population active du Koweït. Le secteur a connu une croissance rapide durant la période 2003-2007, avec un taux de croissance annuel de quelque 40%, mais a stagné en 2008 avant de se contracter de presque 5% en 2009 à cause de l'impact de la crise financière mondiale sur l'économie du pays. La croissance devrait reprendre rapidement, grâce à une assise financière solide et les niveaux élevés de liquidités des banques. Le dernier rapport du FMI sur la stabilité financière a confirmé que le système bancaire koweïtien avait passé avec succès ses épreuves de résistance et qu'il pouvait résister à d'autres chocs de grande ampleur, mais que les sociétés d'investissement étaient beaucoup plus vulnérables depuis la crise financière, du fait de la concentration de leurs activités liées aux instruments financiers et à l'immobilier.¹⁹

66. Le gouvernement souhaite renforcer le secteur des services financiers dans le cadre des efforts qu'il déploie pour diversifier l'économie et faire du Koweït un centre financier régional. Conformément au Plan de développement à moyen terme, le gouvernement entend doubler le nombre de banques et de sociétés d'investissement en activité au cours des années à venir.²⁰ Il vise à faire en sorte que les banques koweïtiennes obtiennent les meilleures notes possibles des principales agences de notation internationales.²¹

67. La Banque centrale du Koweït (CBK) met au point et améliore ses systèmes d'inspection et de surveillance du secteur financier en général, en se fondant sur les normes internationales, y compris par des modifications importantes dans le domaine de la gouvernance d'entreprises, la gestion des risques et les normes de contrôle des banques et les tests de résistance financières. La CBK a mis en œuvre toutes les dispositions du nouvel Accord de Bâle (Bâle II) pour augmenter la capitalisation bancaire à compter de décembre 2005 pour les banques commerciales et de juin 2009 pour les banques islamiques. La pleine mise en œuvre des normes Bâle III relatives aux liquidités et au niveau d'endettement des banques est prévue pour 2017-2019. Un nouveau Bureau de la stabilité financière a été créé au sein de la CBK et une nouvelle Loi sur la stabilité financière a été promulguée en 2009 (Loi n° 2 de 2009 sur l'amélioration de la stabilité financière dans l'État du Koweït). Il est considéré comme urgent de permettre la prise de mesures de précaution et de prévention afin de protéger le système bancaire contre tout effet néfaste de futures crises financières mondiales.

68. Afin de faciliter le développement du secteur des services financiers, le gouvernement a assoupli les restrictions frappant l'investissement étranger. La Loi n° 8 de 2001 sur l'investissement étranger direct a supprimé la limite supérieure de 49% pour la participation étrangère au capital des établissements financiers et, en vertu de la Loi n° 28 de 2004, la CBK a approuvé un ensemble de principes, de règles et de contrôles relatifs à l'octroi de licences pour les succursales de banques

¹⁹ FMI (2010).

²⁰ État du Koweït (2010), Partie 3, Politiques économiques prioritaires, alinéa 2 du point 4.1 "Politiques visant la transformation en centres financiers et commerciaux (secteur financier)".

²¹ État du Koweït (2010), Partie 3, Politiques économiques prioritaires, alinéa 3 du point 4.1 "Politiques visant la transformation en centres financiers et commerciaux (secteur financier)".

étrangères au Koweït, et à leur fonctionnement.²² Dix banques étrangères ont été autorisées à ce jour à établir des succursales locales. Toutes les succursales de banques étrangères sont traitées de la même manière que les banques nationales et sont assujetties aux mêmes lois et réglementations. Les banques, les sociétés d'investissements, les sociétés de change et les compagnies d'assurance sont autorisées à avoir un capital 100% étranger à condition qu'elles obtiennent les licences nécessaires des autorités de réglementation compétentes koweïtiennes (chapitre II). Contrairement à d'autres secteurs, dans le secteur des services financiers, les investisseurs étrangers n'ont pas l'obligation de recourir à un agent koweïtien.

69. La CBK est le principal organisme de réglementation du secteur des services financiers (à l'exception de l'assurance). Elle a réglementé les activités bancaires et les activités financières jusqu'en février 2010, date à laquelle l'Office des marchés financiers nouvellement créé est devenu l'organisme de réglementation indépendant du marché des capitaux du Koweït. La CBK collabore avec l'Office des marchés financiers pour superviser le portefeuille de prêts des sociétés d'investissement. Le Ministère du commerce et de l'industrie (MCI) est chargé de la délivrance des licences aux compagnies d'assurance opérant au Koweït.

b) Banques

Développement du secteur bancaire

70. Le secteur bancaire se remet de la crise financière mondiale. Certaines banques ont augmenté leur capital, à l'instar de la Banque du Golfe, qui a reçu une importante nouvelle injection de capitaux de la part de l'Office koweïtien des investissements. En raison de la crise, la rentabilité totale du secteur bancaire a légèrement baissé en 2009, à 1,2 milliard de dollars EU, mais elle a augmenté de plus de 60% en 2010, atteignant 2 milliards de dollars EU à mesure que la confiance envers le secteur était restaurée; pendant la même période, le ratio de fonds propres est passé de 16,7% à presque 19%.

71. Le Koweït compte onze banques nationales, sept banques du CCG et trois banques de pays non membres du CCG, dont le capital est à 100% étranger (tableau IV.7). La CBK est sur le point d'approuver l'ouverture d'une nouvelle succursale au Koweït d'une banque du CCG.

Tableau IV.7
Banques, 2011

Détails		Note
Banques koweïtiennes		
Banques commerciales	Banque nationale du Koweït	Plus grande banque commerciale du Koweït
	Banque du Golfe	
	Banque commerciale du Koweït	
	Al-Ahli Bank of Kuwait	
	Burgan Bank	
Banques islamiques	Société financière du Koweït (KFH)	Plus grande banque islamique
	Banque internationale du Koweït	
	Boubyan Bank	
	Al-Ahli United Bank	
	Warba Bank	
Banque spécialisée	Banque industrielle du Koweït	

²² Renseignements en ligne de la Banque centrale du Koweït (CBK). Adresse consultée: www.cbk.gov.kw.

Détails		Note
		Licence accordée en
Banques des pays du CCG	Banque nationale d'Abou Dhabi	2005
	Banque nationale du Qatar	2007
	Doha Bank	2008
	Mashreq Bank	2009
	Bank of Muscat	2010
	Al Rajhi Bank	2010
	Banque de Bahreïn et du Koweït	1977
Banques étrangères (de pays non membres du CCG)	BNP Paribas	2005
	HSBC	2005
	Citibank	2006

Source: Renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

72. La Banque nationale du Koweït est la plus grande des banques nationales dans le secteur des activités bancaires commerciales (non islamiques), avec 29% (actifs totaux) du marché intérieur, 74 succursales dans le pays et 14 succursales à l'étranger. La Société financière du Koweït est la plus grande banque islamique, avec 27% du marché intérieur et 54 succursales locales. Toutes les banques locales ont un capital majoritairement privé, avec une participation minoritaire du gouvernement, à l'exception de la Banque industrielle du Koweït, une banque spécialisée qui appartient en totalité à l'État. La participation directe ou indirecte par une personne physique ou morale unique dans une banque nationale koweïtienne ne doit pas excéder 5% du capital de la banque, sauf autorisation préalable de la CBK.²³

73. Le Koweït a ouvert progressivement son secteur bancaire à la participation étrangère. Suite au lancement du Marché commun du CCG le 1^{er} janvier 2008, les banques originaires d'autres pays du CCG bénéficient du traitement national au Koweït. Les trois banques étrangères de pays non membres du CCG ont obtenu des licences en 2005 et 2006 leur permettant d'exercer au Koweït.

74. L'un des principaux problèmes auxquels les banques sont confrontées au Koweït est le manque de possibilités de prêts, étant donné que l'économie est dominée par le secteur pétrolier et les activités publiques, qui ne nécessitent pas de financement bancaire. L'immobilier et les placements en actions sont les deux principales destinations de crédits pour les banques; les autres possibilités sont limitées.

Cadre réglementaire

75. En vertu de la Loi n° 32 de 1968, la Banque centrale du Koweït (CBK) a été chargée de réglementer le secteur bancaire et est responsable de la délivrance des licences et de la surveillance prudentielle.

76. Les banques peuvent fixer librement leurs propres taux de rémunération des dépôts. La CBK exerce un contrôle sur les taux débiteurs en fixant le maximum autorisé à une marge fixe au-dessus de son taux d'escompte officiel. Le taux d'intérêt pondéré moyen sur l'ensemble des prêts bancaires en juin 2011 était de 5,2%, tandis que le taux d'intérêt pondéré moyen sur l'ensemble des dépôts bancaires était de 2,2%. La marge des taux d'intérêt a avoisiné les 3% environ au cours des cinq dernières années.

²³ Loi n° 32 de 1968 sur la Banque centrale du Koweït, article 57.

77. Les banques étrangères doivent demander une licence à la CBK pour exercer leurs activités au Koweït. La CBK rend sa décision à la lumière des conditions prévalant au moment de la demande et elle n'est nullement tenue de communiquer ses motifs en cas de rejet d'une demande.²⁴ Le traitement réciproque est pris en considération par la CBK lorsqu'elle examine une demande de licence. La licence est une licence générale englobant toutes les activités bancaires au Koweït, y compris les services bancaires de détail et les services bancaires aux entreprises. À cet égard, les banques étrangères reçoivent le même traitement que les banques nationales. Dans les trois ans suivant l'obtention de leur licence de la part de la CBK, toutes les succursales de banques étrangères doivent compter 60% de ressortissants koweïtiens parmi leurs salariés.²⁵

78. À l'heure actuelle, les banques étrangères ne sont pas autorisées à ouvrir plus d'une succursale au Koweït.²⁶ Le capital minimum permettant aux banques étrangères (de pays du CCG et d'autres pays) de s'établir au Koweït est de 15 millions de dinars, alors qu'il est de 75 millions de dinars pour les banques nationales.

79. Les banques peuvent offrir à des clients non résidents des facilités de crédit allant jusqu'à 40 millions de dinars, sans autorisation préalable de la CBK, aux fins du financement de contrats octroyés par des organismes gouvernementaux koweïtiens.

80. En vertu de la Loi sur les garanties des dépôts bancaires (Loi n° 30 de novembre 2008), tous les dépôts effectués auprès de banques locales sont entièrement garantis. La Loi sur la stabilité financière (Décret-loi n° 2 de mars 2009) visait à stabiliser le système financier koweïtien dans le contexte de la crise financière mondiale. En vertu de ladite loi, la CBK a donné aux banques opérant au Koweït (y compris les banques étrangères) la possibilité de recevoir des garanties pour toute provision spécifique qu'elles doivent constituer pour se protéger de la baisse, durant la période 2009-2011, de la valeur des portefeuilles d'investissements financiers et immobiliers qu'elles détenaient au 31 décembre 2008. Les garanties sont valables pour une période maximale de 15 ans et assorties d'une commission de garantie annuelle de 1%. Les banques sont tenues de couvrir tout déficit encore en souffrance à compter du 1^{er} janvier 2012. Les banques koweïtiennes qui doivent obtenir de nouveaux capitaux à cette fin peuvent demander à l'Office koweïtien des investissements (KIA) d'intervenir et d'acheter des obligations convertibles et/ou des actions privilégiées si les nouveaux capitaux ne peuvent être obtenus auprès d'actionnaires ou d'autres investisseurs.

81. Toujours en vertu de la Loi sur la stabilité financière, l'État a garanti 50% du nouveau financement accordé par les banques koweïtiennes aux secteurs économiques productifs du pays en 2009-2010, sous réserve que ce financement ne soit pas utilisé pour des transactions immobilières ou le négoce d'actions à la Bourse.

82. Il n'y a pas de règles ou de politiques distinctes réglementant les services financiers islamiques au Koweït. Néanmoins, en vertu de la Loi n° 32 sur la Banque centrale du Koweït, les banques ordinaires ne peuvent pas entrer en concurrence pour la fourniture de services conformes à la charia.

²⁴ Loi n° 32 de 1968 sur la Banque centrale du Koweït, article 56.

²⁵ Circulaire n° 2/BS, IBS/160/2004.

²⁶ Loi n° 32 de 1968 sur la Banque centrale du Koweït, article 56.

Fournisseurs de services financiers non bancaires

83. Quatre-vingt-quinze sociétés d'investissement et 39 sociétés de change sont au bénéfice d'une licence leur permettant d'opérer au Koweït. Elles représentent 30% environ du total des actifs du secteur financier. Elles s'occupent avant tout de la gestion d'actifs et ne sont pas autorisées à exercer des activités bancaires.

84. Les sociétés d'investissement sont assujetties à la Loi n° 32 de 1968 sur la Banque centrale du Koweït et doivent obtenir une licence de la CBK. Les sociétés d'investissement à capitaux étrangers doivent également obtenir une licence du Bureau des investissements étrangers du Ministère du commerce et de l'industrie. La politique actuelle de la CBK consiste à limiter le nombre de licences accordées aux institutions financières internationales. Comme dans le cas des demandes déposées par les banques étrangères, la CBK n'est nullement tenue de communiquer ses motifs en cas de rejet d'une demande. Les requérants étrangers doivent obtenir une autorisation écrite des autorités de réglementation de leur pays d'origine afin de se constituer en société au Koweït et d'y exercer des activités de gestion d'actifs. La société mère doit être une institution financière internationale de renom dans le domaine de la gestion d'actifs.

c) Valeurs mobilières

85. La Bourse du Koweït appartient à l'État. Elle a été établie en août 1983 et est la troisième plus importante bourse du monde arabe. Fin 2010, la capitalisation boursière totale s'élevait à 33,7 milliards de KD, dont 42% environ pour le secteur bancaire et 14% pour les sociétés d'investissement. Des renseignements sur la possible privatisation de la Bourse du Koweït figurent dans la Loi n° 7 de 2010 sur l'Office des marchés financiers, article 33, chapitres 3 et 13.

86. Actuellement, 215 sociétés et un fonds sont cotés à la Bourse du Koweït (tableau IV.8); 13 sont des sociétés étrangères, dont une (Egypt Kuwait Holding Company) est une société d'un pays non membre du CCG. Les sociétés doivent avoir un capital versé minimal de 10 millions de KD pour être cotées sur le marché ordinaire et de 3 millions de dinars sur le marché parallèle. Les politiques et procédures que doivent respecter les sociétés pour demander leur entrée à la Bourse du Koweït sont exposées en détail dans la Décision n° 3 de 2011 de l'Office des marchés financiers.²⁷

Tableau IV.8
Valeurs mobilières

	Marché ordinaire	Marché parallèle	Total
Nombre de sociétés cotées en bourse	216 (215 sociétés et un fonds)	14	230
Sociétés de pays du CCG	12	0	12
Sociétés de pays non membres du CCG	1	0	1
Capital versé minimal obligatoire	10 millions de KD	3 millions de KD	s.o.
Caractéristiques principales	Voir les Règlements d'application de la Loi n° 7 de 2010 sur l'Office des marchés financiers	Voir les Règlements d'application de la Loi n° 7 de 2010 sur l'Office des marchés financiers	s.o.

s.o. Sans objet.

Source: Renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

87. Les grands investisseurs institutionnels actifs à la Bourse du Koweït incluent l'Office koweïtien des investissements (KIA), 52 sociétés d'investissement et 114 fonds d'investissement

²⁷ Renseignements en ligne de la Bourse du Koweït (KSE). Adresse consultée: <http://www.kse.com.kw>.

actifs, parmi lesquels 56 sont des fonds koweïtiens, 27 des fonds de pays du CCG et 31 des fonds étrangers de pays non membres du CCG. Depuis 1990 (Décret n° 31), les investissements collectifs étrangers (tels que des fonds d'investissement) peuvent être cotés et négociés à la Bourse du Koweït s'ils obtiennent l'autorisation de l'Office des marchés financiers. La Bourse du Koweït reste fortement orientée vers le négoce de détail, les investisseurs individuels représentant environ 61% du nombre total de transactions, 58% des actions négociées et 42% de la valeur boursière totale.

88. En vertu de la Loi n° 20 de 2000, les investisseurs étrangers sont autorisés à acheter et à vendre des titres à la Bourse du Koweït. Toutes les transactions doivent être effectuées par l'intermédiaire de l'une des 14 sociétés de courtage enregistrées auprès de la Bourse du Koweït.²⁸

89. La Loi n° 7 de 2010 sur les marchés financiers a été adoptée en février 2010 et l'Office des marchés financiers a été établi en tant qu'autorité de réglementation indépendante pour la Bourse du Koweït. L'Office des marchés financiers a pour responsabilités d'élaborer des règlements, d'octroyer des licences, de superviser les fusions et acquisitions et de régler les différends. Il a publié les Règlements d'application de la Loi sur les marchés financiers le 13 mars 2011.

d) Assurances

90. Le marché koweïtien de l'assurance a connu une croissance rapide au cours des dernières années; entre 2003 et 2009, le taux de croissance annuel moyen du volume des primes était de 8,9%. Les polices souscrites brutes ont atteint 180,4 millions de KD en 2008, contre 109,7 millions de KD en 2003, mais ont chuté à 171 millions de KD en 2009 en raison de l'impact de la crise financière mondiale.

91. Trente-cinq compagnies d'assurance et deux sociétés de réassurance opèrent sur le marché koweïtien. L'assurance et la réassurance sont toutes deux ouvertes à l'investissement étranger. Deux des compagnies d'assurance sont financées par des capitaux étrangers en provenance de pays du CCG et dix par des capitaux étrangers en provenance de pays non membres du CCG. Toutes les compagnies d'assurance sont détenues et gérées par des intérêts privés; 14 ont été établies au cours des dix dernières années, ce qui a contribué à réduire considérablement les prix.

92. Les assureurs nationaux représentent 87% du marché et quatre compagnies nationales représentent 70% environ des primes perçues, à savoir Gulf Insurance, Kuwait Insurance Company, Warba Insurance et Al Ahleia. Les sociétés de réassurance sont Kuwait Reinsurance et Al Fajer Retakaful Insurance.

93. En vertu de la Loi sur les assurances nationales promulguée en 1961, le Département des assurances du Ministère du commerce et de l'industrie est l'organisme chargé de réglementer le secteur de l'assurance. Toutes les demandes de licences pour l'exploitation de compagnies d'assurance ou de sociétés de réassurance au Koweït sont traitées par le Département, qui doit les examiner dans un délai de 60 jours. Il n'y a aucune restriction concernant l'établissement des compagnies d'assurance étrangères, pour autant qu'elles obtiennent une licence, ou concernant le nombre de succursales locales qu'elles peuvent ouvrir. Le capital minimum obligatoire est de 5 millions de KD pour l'établissement d'une société offrant des services d'assurance sur la vie ou des services d'assurance autres que sur la vie et de 10 millions de KD pour une société offrant ces deux types de services d'assurance. Le capital minimum obligatoire pour les réassureurs est de 15 millions de KD.

²⁸ Les politiques régissant les activités des courtiers figurent dans la Décision n° 9 de 2011 de l'Office des marchés financiers et la Loi n° 7 de 2010 (textes disponibles sur le site Web de la Bourse du Koweït).

94. Une nouvelle loi sur l'assurance est en préparation depuis 2008, mais n'a pas encore obtenu l'approbation du Conseil des ministres.

95. Au Koweït, les services d'assurance maladie sont fournis par le secteur privé et supervisés par le Ministère de la santé. L'assurance maladie est obligatoire pour les étrangers mais optionnelle pour les citoyens koweïtiens, qui ont accès aux services de santé gratuits du secteur public.

96. L'assurance takaful (islamique) s'est développée rapidement au Koweït depuis l'établissement de la première compagnie d'assurance takaful en 2001. Le capital minimum obligatoire pour les nouvelles compagnies takaful est modeste et le potentiel d'activités takaful a stimulé de nouveaux intérêts sur le marché. Le Koweït compte actuellement 13 compagnies takaful, toutes détenues par des intérêts koweïtiens. Aucune restriction ne s'applique à l'entrée des investisseurs étrangers sur le marché.

iii) Services de télécommunication et services postaux

97. Le marché koweïtien des télécommunications a connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie mais a toujours les taux de pénétration les plus bas de l'ensemble des pays du CCG. En 2010, le taux de pénétration de la téléphonie mobile était de 161% et celui de la téléphonie fixe de 21%.²⁹ Le nombre d'abonnés aux services Internet est également bas, à savoir 32 abonnés pour 100 habitants (tableau IV.9). Conformément aux tendances internationales, les taux de pénétration de la téléphonie fixe sont en baisse, la population se tournant vers la téléphonie mobile; de plus, beaucoup de Koweïtiens possèdent de multiples cartes SIM.

Tableau IV.9
Statistiques concernant les télécommunications, 2000-septembre 2011

	2000	2005	2009	2010	Septembre 2011 ^a
Téléphonie fixe					
Nombre de lignes de téléphonie fixe	467 067	504 806	553 500	566 300	515 645
Nombre de lignes de téléphonie fixe pour 100 habitants	24,07	22,30	20,92	20,69	..
Téléphonie mobile					
Abonnements mobiles actifs	476 000	2 277 000	3 876 000	4 400 000	4 106 016
Abonnements mobiles pour 100 habitants	24,53	100,57	146,47	160,78	127
Accès Internet					
Nombre d'abonnés à l'Internet fixe à large bande	..	25 000	45 000	46 000	115 727
Nombre d'abonnés à l'Internet fixe à large bande pour 100 habitants	..	1,10	1,70	1,68	11
Pourcentage des particuliers utilisant Internet	6,73	25,93	36,85	38,25	..
Pourcentage des ménages ayant accès à Internet	20,00	27,00	30,63	31,61	..

.. Non disponible.

a Renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

Source: Base de données des indicateurs relatifs aux TIC 2011 de l'Union internationale des télécommunications. Adresse consultée: <http://www.itu.int/ITU-D/ICT/statistics>.

²⁹ Statistiques de l'UIT (2011). Adresse consultée: <http://www.itu.int/ITU-D/ICT/statistics>.

98. Les services de lignes fixes (y compris les appels nationaux et internationaux longue distance) sont fournis par le Ministère des communications. Le secteur de la téléphonie mobile compte trois opérateurs: Zain, Wataniya et Viva (tableau IV.10). Zain, le plus ancien et le plus important, a été établi en 1983 sous le nom de Mobile Telecommunications Company et opère aujourd'hui dans 24 pays du Moyen-Orient et d'Afrique, avec plus de 70 millions d'abonnés. Zain est coté à la Bourse du Koweït et il n'y a aucune restriction visant les actions de Zain, puisque le capital de la société est flottant à 100% et librement coté en bourse. Le plus gros actionnaire est l'Office koweïtien des investissements (24,6%). En avril 2010, Zain a vendu la majorité de ses activités en Afrique à la société indienne Bharti Airtel (sauf au Soudan et au Maroc) pour un montant de 10,7 milliards de dollars EU.

Tableau IV.10
Fournisseurs de services de télécommunication, 2011

	Société	Part de marché (%)	Participation du gouvernement koweïtien (%)	Actions détenues par des intérêts privés (%)	Principal propriétaire privé
Téléphonie fixe	Ministère des communications	100	100	0	s.o.
Téléphonie mobile	Zain	46	24,6	76,4	Al Khair National, pour Stocks & Real Estate Co. (9,8%)
	Wataniya	39	23,6	77,5	Qatar Telecom QTel (52,9%)
	Viva	15	24	76	Compagnie saoudienne de télécommunications (26%)

s.o. Sans objet.

Source: Renseignements communiqués par les autorités koweïtiennes.

99. Wataniya Telecom, le deuxième plus important opérateur mobile du Koweït, a été lancé en 1999 et était le premier opérateur à capitaux privés dans le pays. En mars 2007, Qatar Telecom (Qtel) a acquis 52,9% des actions de Wataniya Telecom que détenait le groupe Kuwait Projects Company Holding KSC (KIPCO). Wataniya opère au Koweït, aux Maldives, en Arabie saoudite, en Tunisie, en Algérie et sur le territoire de l'Autorité palestinienne, et compte plus de 11 millions d'abonnés dans le monde. Viva, le troisième opérateur du Koweït, est entré sur le marché en décembre 2008; il appartient à 24% au gouvernement koweïtien et à 26% à la Compagnie saoudienne de télécommunications.

100. Le Ministère des communications est l'organisme de réglementation de services de télécommunication. En octobre 2011, le Koweït n'avait pas encore d'organisme de réglementation indépendant pour ce secteur, mais des plans visant à l'établissement de cet organisme sont en cours. Le Ministère des communications est également l'opérateur monopolistique du réseau national de lignes fixes, il contrôle l'unique passerelle internationale du pays et délivre les licences pour les fournisseurs de services Internet (FSI). En tant qu'organisme de réglementation du secteur, le Ministère des communications gère les procédures de licences d'accès au marché et réglemente les prix des services de communication mobile. Il n'impose pas de redevances de licences fixes. En cas de différends dans le secteur des télécommunications, les sociétés ont recours aux tribunaux locaux.

101. Il n'y a aucune loi spécifique régissant le secteur koweïtien des télécommunications. Cependant, la Loi n° 26 de 1996, qui réglemente les services de communication sans fil, dispose que les services de téléphonie mobile sont ouverts aux investisseurs privés, même étrangers. À ce jour, seuls des investisseurs étrangers de pays du CCG ont participé au sous-secteur de la téléphonie mobile.

102. La politique générale pour le secteur des télécommunications, telle qu'élaborée par le Ministère des communications, consiste, entre autres choses, à élargir la fourniture des services de télécommunication; à encourager l'investissement privé dans le secteur des télécommunications; et à améliorer la concurrence. Plus récemment, le Ministère des communications a annoncé des plans visant à améliorer la réglementation et la compétitivité du secteur koweïtien des télécommunications. Ces plans incluent l'établissement d'un organisme de réglementation indépendant pour le secteur; l'introduction de la portabilité des numéros mobiles³⁰; la création d'une société par actions qui offrira des tarifs d'appels internationaux compétitifs; la privatisation des activités de lignes fixes; et le développement de l'infrastructure de fibres optiques au Koweït.

103. Les appels nationaux sur le réseau fixe sont gratuits. Les appels du réseau fixe vers le réseau mobile au Koweït sont devenus gratuits dès 2009, ce qui s'est traduit par une baisse des appels de téléphone mobile à téléphone mobile. Le Ministère des communications fait payer uniquement les télécommunications internationales, c'est-à-dire les appels sortants. Les tarifs pour les appels locaux de téléphone mobile à téléphone mobile sont fixés par chaque opérateur de réseau mobile. Les tarifs des appels du réseau mobile vers le réseau fixe, ainsi que les appels internationaux à partir du réseau mobile et du réseau fixe sont fixés par le Ministère des communications. Il n'existe pas de système d'interconnexion entre les trois opérateurs du réseau mobile.

104. Les services à valeur ajoutée, comme la transmission de données par les fournisseurs de services Internet (FSI) et les fournisseurs de contenu Internet (FCI), sont disponibles mais les services voix sur protocole Internet (VoIP) ont été interdits depuis 2008, parce que le Ministère des communications ne disposait d'aucun système de facturation pour ces services. D'après les autorités, les services VoIP devraient être à nouveau autorisés d'ici la fin 2012. Tous les opérateurs ont le droit de négocier des tarifs avec les fournisseurs de contenu. Cinq sociétés proposent des services ADSL en louant des lignes au Ministère des communications. Six FSI et trois réseaux mobiles proposent des services d'accès à l'Internet mobile à large bande. Les FCI souhaitant opérer au Koweït doivent avoir recours à un agent koweïtien local; une participation au capital de 49% au plus est possible et une autorisation du Ministère du commerce et de l'industrie est requise.

a) Services postaux

105. Les services postaux sont réglementés par la Loi n° 1 de 1970 sur l'organisation des services postaux, en vertu de laquelle le Ministère des communications est l'opérateur monopolistique du réseau postal. D'après les autorités, le Ministère des communications confie les services postaux à une société privée. Une société locale, connue sous le nom de l'Eastern Arab Company for General Trade and Construction, est responsable de la distribution du courrier aux foyers koweïtiens.

106. Le Ministère des communications est chargé de fournir les services postaux universels. Il n'y a pas de services de courrier locaux, car la loi l'interdit. Cependant, des sociétés étrangères offrant des services de courrier exprès sont autorisées à exercer au Koweït après avoir obtenu une licence du secteur du transport, puis l'approbation du Ministère du commerce et de l'industrie et du Ministère des communications. D'après les autorités, un Office des postes indépendant devrait être établi prochainement.

³⁰ La portabilité des numéros permet aux clients de changer d'opérateur sans avoir à changer leur numéro.

iv) Transports**a) Aperçu**

107. En 2009, les transports, l'entreposage et les communications représentaient 8,3% du PIB et employaient 3,1% de la population active.

108. Le gouvernement a retenu les transports et la logistique comme secteurs clés devant être élargis et diversifiés dans le cadre de l'actuel Plan de développement à moyen terme, dans le but de tirer avantage de la situation géographique stratégique du Koweït. Le gouvernement dépensera 35 milliards de dollars EU pour améliorer l'infrastructure des transports du pays, y compris dans des projets visant la construction d'un nouveau port en eaux profondes à Boubyan et d'un centre national pour l'organisation des mouvements des navires, l'expansion de l'aéroport international, l'amélioration du réseau ferroviaire global CCG/Irak et la construction d'un réseau de métro souterrain à Koweït.

109. Le Ministère des communications est l'organisme de réglementation pour le secteur des services de transport. Sa politique pour le secteur a pour objectifs de faire du Koweït un centre de transport régional avec une importante participation du secteur privé. Le gouvernement escompte une augmentation des services de transport de 15,5% en moyenne chaque année entre 2010 et 2014. Il prévoit d'établir d'ici 2012 un organisme public distinct pour réglementer les transports.

110. Les services de transport sont traditionnellement dominés par des entreprises privées. Le Plan de développement à moyen terme fixe comme objectif une augmentation de la part du secteur privé dans les services de transport, avec une croissance moyenne annuelle prévue de 18% pour le secteur privé et de 7% pour le secteur public.³¹

b) Transport maritime

111. La croissance commerciale et économique du Koweït est fortement tributaire du transport maritime. Le Koweït est une partie contractante de la Convention des Nations Unies de 1974 relative à un code de conduite des conférences maritimes. Les navires battant pavillons étrangers représentent 40% environ du tonnage de port en lourd total des flottes marchandes utilisant les trois ports koweïtiens (tableau IV.11).

Tableau IV.11
Services de transport maritime, 2010

Navires battant pavillons koweïtien et étranger ^a		Flotte marchande par taille (en milliers de tpl)	Flotte marchande par type de navire (en milliers de tpl)
Nombre de navires	86	1 ^{er} janvier 2005	3 811 Flotte totale
Pavillon koweïtien	39	1 ^{er} janvier 2006	3 706 Pétroliers
Pavillon étranger	47	1 ^{er} janvier 2007	3 442 Vraquiers
Tonnage de port en lourd (tpl)	6 603 264	1 ^{er} janvier 2010	3 856 Transporteurs généraux
Pavillon koweïtien	3 835 639	Pourcentage de différence 2005-2006	-2,8% Porte-conteneurs
Pavillon étranger	2 767 625	Pourcentage de différence 2006-2007	-7,1% Autres types
Pavillon étranger/total	42%	Pourcentage de différence 2007-2010	12%
Total/total mondial	0,57%		

a Navires d'au moins 1 000 tonnes de jauge brute.

Source: CNUCED (2010), *Étude sur les transports maritimes 2010*. Adresse consultée: http://www.unctad.org/en/docs/rmt2010_en.pdf.

³¹ Le Plan de développement, à sa partie 3, section 5.2 – Politiques des transports, point 6, prévoit ce qui suit: "Continuer d'autoriser le secteur privé à offrir des services relatifs au transport aérien et privatiser certaines activités liées à ces services et aux services relatifs au transport terrestre".

112. La Kuwait Oil Tanker Corporation est détenue en totalité par la Kuwait Petroleum Corporation et est spécialisée dans le transport de pétrole brut, d'essence et de gaz. Les investisseurs étrangers peuvent opérer dans le secteur du transport maritime dans le respect des dispositions de la Loi n° 8 de 2001 sur l'investissement étranger direct.

113. Au Koweït, tous les ports et leurs installations sont détenues en totalité par l'État. L'Office des ports du Koweït (KPA) est un organisme public géré selon des principes commerciaux, sous le contrôle du Ministère des communications, et chargé de gérer les installations portuaires. Les navires doivent verser au KPA des droits et des redevances pour les services de navigation et d'autres services. Les droits et redevances sont fixés par le Conseil des ministres du Koweït et ne peuvent être modifiés par le KPA. Les navires immatriculés au Koweït et dans les autres pays du CCG sont exonérés du paiement des droits de mouillage et des redevances antipollution. Les navires de moins de 400 tonnes immatriculés au Koweït et dans les autres pays du CCG et les navires étrangers de moins de 25 tonnes sont exonérés du paiement des droits portuaires, des droits de phare, des redevances de pilotage et des redevances de services de remorquage dans le port de Doha.

114. Les services de pilotage sont fournis par des ressortissants koweïtiens employés par le KPA. Toutes les sociétés de transport maritime, y compris les sociétés étrangères, doivent avoir recours à un agent maritime koweïtien au bénéfice d'une licence délivrée par le Ministère du commerce et de l'industrie.³² Afin d'améliorer la concurrence, le Koweït a remplacé le système monopolistique (à contractant unique) pour les services d'acconage et a délivré des licences à trois sociétés d'acconage chargées de la manutention du fret commercial (hors conteneurs) et à deux sociétés chargées de la manutention des conteneurs; les agents maritimes sont libres de choisir l'une ou l'autre de ces sociétés au port de Shuwaikh. Cette modification de la politique a amélioré la qualité des services et réduit les prix de l'acconage.

115. Le KPA gère les deux principaux ports commerciaux koweïtiens à Shuaiba et Shuwaikh; le port de Doha est destiné aux petits navires et aux boutres. En janvier 2010, le groupe koweïtien Kharafi Group et la société coréenne Hyundai Engineering & Construction ont emporté conjointement un contrat de 1,14 milliard de dollars EU pour construire un port sur l'île de Boubyan. Il est prévu que ce projet de construction/exploitation/transfert (CET) soit détenu et géré par des intérêts privés.

c) Transport aérien

116. Les services de l'aviation civile sont réglementés par la Direction générale de l'aviation civile (DGCA), qui dépend du Ministère des communications. La DGCA est chargée de la gestion des aéroports, du contrôle du trafic aérien, des droits de trafic, des créneaux et des licences pour les compagnies aériennes. Le Parlement examine des propositions en vue d'établir un organisme de réglementation indépendant pour le secteur du transport aérien civil au Koweït.

117. L'aéroport civil du Koweït, Kuwait International Airport, a accueilli 8,33 millions de passagers en 2010. Dans le cadre du Plan de développement à moyen terme, des projets sont prévus pour la construction d'un nouveau terminal passagers, d'un complexe dévoué au fret aérien et d'une troisième piste.

118. Le Koweït a trois compagnies aériennes nationales assurant les vols nationaux et internationaux. La compagnie Kuwait Airways est la compagnie de pavillon, détenue et gérée par l'État. En février 2008, le gouvernement a annoncé son intention de privatiser Kuwait Airways et une

³² Loi n° 80/282.

société de gestion a été désignée pour superviser le processus. Le monopole de Kuwait Airways a pris fin lorsque des licences ont été accordées à deux compagnies aériennes privées à capitaux koweïtiens, à savoir Jazeera Airways en 2004 et Al-Wataniya en 2005, pour fournir des services de transport aérien commercial.

119. S'agissant des services de transport aérien de passagers, le Koweït a adopté une politique de "ciel ouvert" en 2006. Les compagnies aériennes entrent librement en concurrence au moyen des prix pour acquérir des parts de marché; toutefois, la DGCA, en vertu des lois et règlements de l'État du Koweït, peut intervenir si la concurrence en matière de prix est jugée abusive (prix d'éviction) au sens des règles de l'OACI. Les compagnies aériennes étrangères exercent leurs activités sur la base des accords bilatéraux de services de transport aérien que l'État du Koweït a conclus avec d'autres pays et États (tableau AIV.1). Les droits de trafic sont répartis de manière égale (ou en fonction de la demande en cas d'offre excédentaire) entre les différentes compagnies aériennes nationales. Les compagnies aériennes étrangères (de pays non membres du CCG) doivent avoir recours à un agent koweïtien, qui agit en leur nom pour assurer les ventes, la commercialisation et les réservations. En revanche, les compagnies aériennes des États membres du CCG ne sont pas tenues d'avoir un agent local pour les représenter dans l'État du Koweït. Deux sociétés privées koweïtiennes ont été engagées par contrat par la DGCA pour fournir des services d'escale à toutes les compagnies aériennes, y compris des services de réparation et de maintenance.

120. La politique de la DGCA consiste à éliminer toutes les restrictions relatives à la fourniture de services de transport aérien de marchandises.

d) **Transport terrestre**

121. Au Koweït, le transport terrestre est réglementé par le Ministère des communications, tandis que le Ministère du commerce et de l'industrie est chargé de la délivrance des licences aux fournisseurs de services de transport. Après obtention de la licence auprès du Ministère du commerce et de l'industrie, les fournisseurs de services de transport doivent s'enregistrer auprès du Ministère des communications et l'enregistrement est ouvert exclusivement aux ressortissants koweïtiens.

122. Le Plan de développement à moyen terme prévoit l'ajout de quelque 1 200 km d'autoroutes et de routes nationales asphaltées. Le gouvernement se propose de construire un système de métro et d'autres systèmes de transport public pour encourager l'utilisation des transports publics. Un partenaire privé doit être choisi pour concevoir, construire, financer, exploiter et maintenir le système de métro. Les autorités n'ont pas encore publié des politiques détaillées en la matière.

123. En 2004, tous les gouvernements membres du CCG sont convenus de construire un réseau ferroviaire global pour le CCG; le projet coûtera 25 milliards de dollars EU. Le réseau projeté (plus de 2 000 km) connectera les pays de la région, l'Irak y compris. Ce réseau connectera également les autres moyens de transport, à savoir les systèmes de transport aérien, de transport maritime et de métro urbain. Le plan détaillé pour la construction, l'exploitation et la gestion du réseau ferroviaire global CCG n'a pas encore été publié par les autorités. Les investisseurs étrangers seront autorisés à participer au projet.

v) **Travailleurs étrangers et services professionnels**

124. Les travailleurs étrangers sont plus nombreux que la population active koweïtienne et ont ainsi un impact considérable sur la balance extérieure du pays. En 2009, les envois de fonds des travailleurs étrangers à destination de leurs pays d'origine s'élevaient à 2,8 milliards de dinars, soit l'équivalent de 9,1% du PIB.

125. Dans le cadre de sa politique générale visant à diversifier son économie jusque-là concentrée sur les branches de production axées sur les hydrocarbures, le Koweït investit pour élargir son secteur des services et s'attend à une hausse de la demande de main-d'œuvre étrangère qualifiée et non qualifiée.

126. Les sociétés demandent au Ministère du travail des permis pour employer de la main-d'œuvre étrangère qualifiée. Le nombre de permis accordés est déterminé par le Ministère, qui évalue les besoins économiques de la société en question. Une fois la demande approuvée, des visas d'entrée sont émis, d'une validité de trois mois. Après l'entrée, l'employeur demande un permis de travail (*Iqama*), qui est valable pour une durée de cinq ans, renouvelable.

127. L'objectif de la politique du gouvernement est de renforcer la concurrence dans le secteur des services professionnels et d'en améliorer l'efficacité. En revanche, le Koweït n'a conclu avec aucun pays des accords de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

128. Au Koweït, les travailleurs étrangers non qualifiés travaillent surtout dans le secteur des services domestiques et à la personne. En février 2010, une nouvelle Loi sur le travail a été adoptée par l'Assemblée nationale pour remplacer trois lois sur le travail distinctes. Les travailleurs non qualifiés doivent être parrainés par leur employeur potentiel. Ce dernier présente une demande de visa d'entrée, qui est valable trois mois, puis une demande de permis de résidence, qui est valable deux ans ou cinq ans, en fonction du contrat passé avec l'employeur. Le permis peut être prorogé au-delà de cinq ans. Après trois ans de résidence au Koweït, un travailleur étranger peut changer de travail et d'employeur et passer d'un travail domestique à un autre travail dans le secteur privé. La Loi sur le travail établit un nouveau salaire minimum pour les travailleurs du secteur privé, qui ne s'applique pas aux travailleurs nationaux.

BIBLIOGRAPHIE

Banque nationale du Koweït (2011), *Kuwait Economic Brief*, septembre. Adresse consultée: [http://www.kuwait.nbk.com/InvestmentAndBrokerage/ResearchandReports/\\$Document/MonthlyBriefs/en-gb/MainCopy/\\$UserFiles/EBMoneyBrief20110927E.pdf](http://www.kuwait.nbk.com/InvestmentAndBrokerage/ResearchandReports/$Document/MonthlyBriefs/en-gb/MainCopy/$UserFiles/EBMoneyBrief20110927E.pdf).

BIsD (2011), *Annual Report 1431H (2010)*. Adresse consultée: http://www.isdb.org/irj/go/km/docs/documents/IDBDevelopments/Internet/English/IDB/CM/Publications/Annual_Reports/36th/AnnualReport36.pdf [21/07/2011].

Comité national de la compétitivité (2009), *Kuwait Competitiveness Report 2008-2009*, Centre of Excellence in Management, College of Business Administration, Kuwait University.

Compagnie arabe pour la garantie des investissements et des crédits à l'exportation (2011), *Annual Report 2010*, Koweït. Adresse consultée: [http://www.iaigc.net/UserFiles/file/en/archives/annual_reports/Annual_Report_2010_\(english\).pdf](http://www.iaigc.net/UserFiles/file/en/archives/annual_reports/Annual_Report_2010_(english).pdf) [21/07/2011].

État du Koweït (2010), *General Frame of Development Plan for the State of Kuwait 2010/2011 – 2013/2014*, Secrétariat général du Haut Conseil de planification et de développement, janvier. Adresse consultée: <http://www.kuwaitnoc.com/noc/pdf/development-plan2010-2014.pdf>.

FMI (2010), *Kuwait: Financial System Stability Assessment – Update*, IMF Country Report No. 10/239. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2010/cr10239.pdf>.

FMI (2011a), *Kuwait: 2011 Article IV Consultation—Staff Report; Public Information Notice on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for Kuwait*. Country Report No. 11/217, juillet. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11217.pdf>.

FMI (2011b), *Kuwait: Statistical Appendix*. Country Report N° 11/219, juillet. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11219.pdf>.

FMI (2011c), *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2011/02/pdf/textf.pdf>.

Global Investment House (2011), *Kuwait Development Plan*, Koweït.

KFIB (2011), *WTO Report: The Business and Investment Environment in Kuwait, 2010/11*, Koweït.

Ministère du commerce et de l'industrie (2010), *Annual Report 2009*, Koweït.

OPEC (2011), *Annual Statistical Bulletin, 2010/2011 edition*. Adresse consultée: http://www.opec.org/opec_web/static_files_project/media/downloads/publications/ASB2010_2011.pdf.

Oxford Business Group 2011, *Kuwait 2011*, Londres.

PNUD (2011), *Rapport sur le développement humain 2011*, New York.

